

Conférence de presse conjointe de MM. François Hollande, Président de la République, Martin Schulz, Président du Parlement européen, José Manuel Barroso, Président de la Commission européenne, Herman Van Rompuy, Président du Conseil européen, et Mmes Angela Merkel, Chancelière de la République allemande, Dalia Grybauskaitė, Présidente en exercice de l'Union européenne, sur les efforts européens en faveur de l'emploi des jeunes, à Paris le 12 novembre 2013.

LE PRÉSIDENT :

« Mesdames, Messieurs, un sommet pour l'emploi des jeunes s'est tenu cet après-midi, ici à l'Élysée. Il traduit une mobilisation qui est à la hauteur des enjeux : celle de tous les chefs de Gouvernement qui étaient représentés ici et aussi des institutions européennes le Conseil, la Commission, le Parlement européen, la Banque européenne d'investissement et des partenaires sociaux.

L'enjeu, c'est l'avenir d'une génération, celle qui est touchée par le chômage depuis des années et que la crise a encore placée dans une situation de doute, voire même de désespérance. Il y a six millions de jeunes chômeurs en Europe. C'est trop, c'est beaucoup trop.

Après l'initiative qu'avait prise Angela MERKEL, au mois de juillet à Berlin, nous avons donc décidé d'avoir ce sommet pour préparer, autant qu'il sera possible, la mise en œuvre des programmes que nous avons déterminés, au plan européen, et que nous voulons traduire, au plan national, le plus tôt possible.

L'objet de ce sommet, c'est à la fois de faire l'évaluation des dispositifs, Etat par Etat, pays par pays, qui marchent pour qu'ils puissent être transposés et c'est de mobiliser, autant qu'il sera possible, tous les financements en direction de l'emploi des jeunes.

Nous avons défini un calendrier et un objectif avec trois priorités.

Le calendrier, c'est les deux prochaines années. L'objectif, c'est de pouvoir mettre en place la « garantie jeunesse ». La « garantie jeunesse », c'est ce qui permettra à chaque jeune de pouvoir disposer d'un emploi ou d'une formation ou d'un accompagnement, c'est-à-dire d'une solution.

Nous voulons arriver à cet objectif à travers trois priorités :

La première, c'est la formation, l'apprentissage. Formation aux métiers d'avenir, utilisation de toutes les formes de l'alternance pour mobiliser tous les dispositifs pour qualifier les jeunes.

La deuxième priorité, c'est l'insertion dans l'emploi notamment pour les jeunes qui sont les plus en difficultés, les plus éloignés du marché du travail. Ce qui suppose là-encore, la mobilisation de

tous les instruments permettant d'aller chercher ceux qui sont oubliés, ceux qui sont exclus pour les ramener vers l'emploi.

La troisième priorité, c'est la création d'activités et la création d'entreprises. Cela touche tous les jeunes, ceux qui sont dans un certain nombre de nos quartiers et qui sont souvent les plus dynamiques, ceux qui ont des diplômes et qui peuvent avoir la volonté de créer une entreprise, à condition que nous leur apportions simplification et financement.

Nous avons donc un calendrier, des priorités, nous avons aussi des instruments financiers. Ces instruments financiers se trouvent, en partie déjà, dans le budget européen et pourront encore être amplifiés dans ce que l'on appelle « le cadre financier pluriannuel », c'est-à-dire les prochains budgets européens.

Il y a 6 milliards qui ont été dégagés avec l'initiative Emploi des jeunes, qui s'ajoutent aux financements du Fonds social européen et qui s'ajoutent aussi aux interventions de la Banque européenne d'investissement.

Tout l'enjeu, c'est d'aller vite. Une décision a été prise au cours de ce sommet. C'est que tous les pays qui auront adressé à la Commission européenne leur programme pour la mise en place de la garantie jeunesse, tous ces pays pourront, dès le 1er janvier, avoir la mise à disposition des financements correspondants.

Je termine, s'il y a trois mots qu'il faut retenir de notre sommet, c'est : rapidité, parce qu'il y a urgence et c'est solidarité, parce que nous ne pouvons pas abandonner une génération et enfin, c'est qualité, parce que nous devons proposer des emplois et des formations qui correspondent à de véritables perspectives pour les jeunes.

Pour réussir, nous avons besoin de cette mobilisation, nous avons besoin de croissance. C'est ce que nous avons à faire, au plan européen et au plan national : soutenir l'activité, créer de la richesse, améliorer notre compétitivité. C'était aussi cela le sommet pour l'emploi des jeunes.

Je vais donc donner la parole à Angela, puisque elle avait organisé le précédent sommet et elle avait insisté, notamment, sur la mobilisation des services publics pour l'emploi. »

ANGELA MERKEL, CHANCELIERE DE LA REPUBLIQUE ALLEMANDE :

« Cher François, Chers Collègues. Je voudrais remercier François HOLLANDE d'avoir repris l'initiative que nous avons lancée à Berlin, d'avoir poursuivi cette deuxième conférence.

Pourquoi la faire en dehors du rythme normal des rencontres européennes ? Parce que c'est de la responsabilité nationale de combattre le chômage des jeunes. Nous avons, d'un côté, les décisions européennes en ce qui concerne les décisions financières et l'obligation, d'un autre côté, de dépenser de l'argent pour qu'il arrive à destination des jeunes. Nous savons tous que le destin de l'Europe se dessine à travers la perspective que nous proposons aux jeunes. Voilà pourquoi nous avons eu un débat aujourd'hui.

Nous nous sommes informés sur les initiatives, sur les activités des ministres du Travail. Ils ont créé un réseau pour créer les cadres et les fondements juridiques des administrations du travail, les services publics de l'emploi et pour mettre en œuvre les réformes structurelles. Nous avons face à nous un réseau de services publics pour l'emploi. Le chef de notre « Pôle Emploi », par exemple nous a fourni un rapport aujourd'hui. Ces services publics de l'emploi en Europe ont créé un réseau et se sont mis d'accord sur un plan, une feuille de route pour appliquer les meilleures méthodes qui sont utilisées dans les différentes nations pour faire profiter les différents acteurs des meilleures expériences.

Il y a aussi des accords bilatéraux entre l'Allemagne, la Grèce et l'Espagne par exemple. La coopération entre les chefs de services publics pour l'emploi, c'est un travail qui est déjà très concret parce que ce sont les interlocuteurs directs des jeunes pour leur proposer des qualifications.

Ce qui est important aussi c'est la présence des partenaires sociaux qui assument leurs responsabilités, par exemple, dans le domaine des conditions de travail. Mais d'un autre côté, il est aussi clair que la politique ne crée pas d'emplois : c'est l'entreprise qui crée de l'emploi en mettant les conditions-cadres nécessaires.

Nous avons aujourd'hui aussi assisté à la présentation des résultats de la Banque européenne d'investissement qui fournit les prêts et qui a déjà mis les initiatives en œuvre. Ce qui est

d'investissement qui fournit les prêts et qui a déjà pris les initiatives nécessaires. Ce qui est important maintenant c'est que le Parlement européen vote le cadre financier pluriannuel. Ensuite, il est très important que les différentes nations présentent leur plan devant la Commission européenne pour que les fonds puissent être libérés en faveur des jeunes. Et nous, les Etats-membres de l'Union européenne, nous faisons bien sûr un maximum pour créer un cadre pour la croissance, parce que sans croissance il n'y aura pas de nouveaux emplois et c'est ce dont souffrent bien sûr les jeunes.

Merci donc d'avoir parcouru une nouvelle étape, merci pour cette initiative parisienne. J'ai l'impression que, pour améliorer les activités nationales, nous avons fait un pas, nous avons lancé une initiative. Nous avons aussi lancé une coopération très confiante dans l'intérêt des jeunes. Merci ».

DALIA GRYBAUSKAITE, PRESIDENTE EN EXERCICE DE L'UNION EUROPEENNE

« J'aimerais ajouter quelques mots peut-être, au vu de notre expérience de la présidence, des tout premiers jours de notre présidence.

Les questions d'emploi des jeunes et du chômage des jeunes sont devenues immédiatement une grande priorité, notamment à l'occasion de toutes nos réunions du Conseil européen, à partir de septembre. Tout ceci sera finalisé en décembre.

Je voudrais dire il ne s'agit pas, évidemment, de contredire ce qu'a dit Angela. Mais mon expérience, c'est que les emplois peuvent également être créés par les jeunes pour les jeunes pas nécessairement par les hommes ou les femmes politiques. Nous avons besoin d'hommes et de femmes politiques, mais c'est pour qu'ils créent le bon cadre et des incitations. Et cela nous pouvons le faire en mettant en place des politiques, en tout cas en Lituanie nous avons pu le prouver.

Je voulais donc vous dire que, lors du Conseil des affaires sociales notamment, nous avons pris de nombreuses décisions depuis octobre à Vilnius le Conseil pour la compétitivité, les ministres de l'Economie, des Finances dans l'ECOFIN pour le financement des PME notamment.

Ensemble, avec la Commission, nous avons mis au point des instruments avec la Banque européenne d'investissement bien sûr.

Nous nous préparons également pour le Conseil de décembre sur les télécommunications et nous étudierons l'emploi des jeunes en particulier dans le domaine de la formation des télécommunications. Nous allons identifier notamment un certain nombre d'aspects Internet et nous concentrer sur cette question qui est vraiment une ligne rouge pour tous les Etats-membres. Bien sûr, pour réussir d'ici à la fin de l'année, tous les Etats-membres au niveau national ont besoin de recevoir, de bénéficier d'une certaine acceptation de la part de la Commission européenne de nos programmes nationaux pour l'emploi des jeunes afin de pouvoir bénéficier des six milliards convenus. Je suis donc très heureuse de vous dire et de reconnaître, ce soir, que cette journée a été véritablement un succès comme toutes les initiatives précédentes.

Grâce au Parlement et à la Commission, tous ensemble, nous avons trouvé un accord sur le budget 2013-2014. Cela va nous permettre de finaliser tout cela, nous espérons un vote très rapide du Parlement européen pour le cadre financier pluriannuel pour les sept années à venir.

C'est une question pour la cohésion, l'agriculture, l'emploi des jeunes. Pour tous ces sujets, l'argent sera disponible à partir du 1er janvier si les Etats-membres sont prêts à les absorber.

Merci »

MARTIN SCHULZ, PRESIDENT DU PARLEMENT EUROPEEN

« Monsieur le Président, Messieurs, Mesdames. Je n'ai rien à ajouter à ce que le président de la République et Madame la Chancelière ont dit sur le contenu de notre conférence. Je partage l'opinion que cette conférence est un signal en soi, parce que les chefs des gouvernements et d'Etat et les institutions européennes montrent qu'ils prennent au sérieux le chômage des jeunes dont les chiffres dans quelques Etats-membres de l'Union européenne dépassent largement les 50%. C'est le défi de l'Union européenne.

Cela ne concerne pas seulement les jeunes, cela concerne leurs familles, leurs parents aussi, et c'est un problème de société. Si nous avons un dispositif immédiat disponible pour sauver le système monétaire économique, nous devons aussi être capables de donner une chance, une

perspective durable et crédible à la prochaine génération. Je trouve donc que le sommet d'aujourd'hui et la conférence à Berlin sont des signaux d'une importance cruciale.

Le Parlement européen va, sans doute, adopter, la semaine prochaine, les perspectives financières pour les années 2014-2020 et le budget annuel pour l'année 2014, pour rassurer les institutions européennes et les Etats-membres qui ont besoin de l'argent. Cet argent sera disponible. Je vous rassure donc Je ne peux pas parler pour tous les députés du Parlement européen, mais je crois que je suis assez ou pas trop ! courageux pour vous assurer que la majorité des députés du Parlement européen va adopter ces deux projets la semaine prochaine ».

JOSE MANUEL BARROSO, PRESIDENT DE LA COMMISSION EUROPEENNE

« Tout d'abord, je me joins bien sûr aux remerciements adressés au président HOLLANDE pour l'organisation de cette conférence européenne, une conférence qui à mon avis a été un grand succès. Elle a permis la confirmation de certains objectifs avec, maintenant, un état beaucoup plus avancé en termes de structuration, non seulement entre les Etats-membres mais aussi avec les institutions européennes et aussi avec les partenaires sociaux. En fait, il n'y a pas de chose plus urgente, aujourd'hui, que de faire en sorte que l'on puisse offrir à notre jeunesse de réelles perspectives d'avenir. Et là notre priorité, bien sûr, c'est d'avoir des résultats concrets. C'était sur cette urgence et avec cet esprit du concret que nous avons eu aujourd'hui cette réunion.

Vous savez que la Commission a présenté déjà, en décembre 2012, un paquet « emploi jeunes » et notamment cette initiative qui s'appelle « garantie pour la jeunesse ». Cela a été approuvé par tous nos Etats-membres. Maintenant, c'est aux Etats-membres de le mettre en œuvre. C'est pourquoi j'ai aujourd'hui appelé les Etats-membres à finaliser rapidement leur plan d'action. Nous avons déjà reçu certains plans d'action et nous avons eu la garantie aujourd'hui que les différents Etats-membres tous les Etats-membres nous enverraient pendant le mois de décembre les plans définitifs pour l'exécution de cette « garantie jeunesse » dans leur propre pays.

Nous avons aussi proposé des mesures susceptibles d'avoir des effets immédiats. Nous avons ainsi anticipé la mise en œuvre de l'initiative pour l'emploi des jeunes en engageant, dès 2014 et 2015, les six milliards d'euros prévus à cet effet. Ce que l'on va donc faire, c'est le « fund clouding ». Les six milliards d'euros voire même huit milliards d'euros les six milliards d'euros qu'on a pu déjà affectés directement et qui ont été approuvés lors des négociations au Conseil européen pour le budget pluriannuel, nous avons décidé de faire le « fund cloud », cela veut dire le concentrer sur les deux premières années.

Mais nous avons déjà anticipé, en fait, même dans le cadre actuel avant le prochain budget, car grâce aux équipes d'action dans huit Etats-membres qui ont un problème de chômage des jeunes plus élevé que les autres la reprogrammation de 3.7 milliards d'euros du Fonds social européen a déjà permis à 1,14 million de jeunes de bénéficier de formations, de stages en entreprise et de services d'orientation.

La nouvelle politique de cohésion va d'ailleurs permettre de développer cela. A part l'initiative pour les jeunes, nous pouvons utiliser des montants que nous estimons à sept milliards d'euros du Fonds social européen pour des actions qui ont aussi comme but l'emploi des jeunes. Je salue d'ailleurs l'accord trouvé, cette nuit, sur le budget européen pour 2014. Nous attendons maintenant la formalisation de l'adoption du budget pour les sept années à venir mardi prochain à Strasbourg.

Nous offrons également à quatre millions de jeunes étudiants et apprentis une perspective de mobilité via le programme ERASMUS +, un programme qui a 14.7 milliards d'euros d'ici 2020. Cela, c'est la nouveauté : à part le programme ERASMUS pour étudiants que tout le monde connaît en Europe, nous avons maintenant un programme ERASMUS pour apprentis. Cette mobilité sera un atout pour les jeunes aussi en termes de marché du travail de demain. D'ailleurs, il y a aussi la coopération des services publics et il y a le système qu'on appelle EURES : c'est un réseau pour permettre aux Etats-membres d'échanger leurs offres d'emploi sur toute l'Europe. Autre initiative que la Commission a lancée, par exemple : l'Alliance européenne pour l'apprentissage et la Coalition pour l'emploi dans le secteur numérique Global coalition for jobs qui a comme objectif de répondre à ce que l'on attend. C'est 900 000 places libres dans ce

secteur jusqu'à 2015. Il est important de le souligner : le rôle des entreprises est essentiel parce que la lutte contre le chômage et le chômage des jeunes, c'est bien sûr une tâche des Etats-membres en premier lieu, c'est aussi une tâche pour les institutions européennes, mais c'est une tâche pour toutes nos sociétés !

C'est pourquoi je tiens à souligner que les partenaires sociaux ont récemment, non seulement appuyé l'initiative de la « garantie pour les jeunes », mais se sont mis d'accord pour un cadre pour l'emploi ce que je salue parce que ce n'est pas tous les jours que nous voyons les entreprises et les syndicats se mettre d'accord sur un plan. Cela montre aussi l'urgence qu'il y a dans ce domaine ! La Commission s'est donc engagée, bien sûr, à utiliser pleinement tous les moyens qu'elle a à sa disposition, dans cet esprit d'urgence, de rapidité que le président de la République a souligné.

En tout cas, il faut relever que l'essentiel des compétences et des moyens politiques, administratifs et financiers sont dans les Etats-membres. Ils doivent se mobiliser pour éviter cette génération perdue. Et la mobilisation a été précisément le mot d'ordre aujourd'hui dans notre réunion et notre message aujourd'hui est simple : il faut du concret, il faut des résultats vite. Cela se fera seulement, s'il y a l'engagement des Etats-membres. Le gros du travail reste à faire sur le terrain, dans les Etats-membres, dans nos régions au niveau local, aussi au niveau régional. Et là, on soutient les initiatives de ces acteurs.

C'est donc un défi fondamental. Je crois qu'aujourd'hui nous avons plus de moyens, plus d'engagements, plus le sentiment d'urgence qui est nécessaire pour avoir la victoire dans cette bataille tellement importante. Je vous remercie ».

HERMAN VAN ROMPUY, PRESIDENT DU CONSEIL EUROPEEN

« Bonsoir tout d'abord Mesdames et Messieurs. Avant toute chose, je tiens à remercier le président François HOLLANDE d'organiser cette conférence. Le chômage des jeunes est sans aucun doute l'un des sujets les plus urgents pour notre Europe. C'est pourquoi on est aujourd'hui avec plus de 20 présidents et Premiers ministres et avec pas mal de ministres de l'Emploi et de l'Education. En juillet, la chancelière MERKEL a invité les Etats-membres à Berlin. Aujourd'hui, on se revoit à Paris en ce mois de novembre et on se reverra au printemps prochain à Rome. J'avais déjà placé ce thème du chômage des jeunes c'est beaucoup plus que simplement un thème au premier plan lors du Conseil européen de juin. En octobre, nous avons évalué le progrès concernant nos engagements pour l'emploi des jeunes. Nous allons continuer à revenir, à l'avenir, sur cette question au Conseil européen autant de fois qu'il le faudra. Car nous ne pouvons tout simplement pas nous permettre de ne pas le faire humainement, socialement, économiquement et politiquement.

Lors du Conseil européen de juin, les 28 présidents, Premiers ministres et moi-même, le président de la Commission européenne avons appelé tous les acteurs à se mobiliser pour permettre aux jeunes européens et européennes motivés de trouver un emploi ou poursuivre leur formation. Et la conférence d'aujourd'hui confirme une nouvelle fois le niveau de mobilisation et d'engagement.

On sait bien, hélas, que l'emploi ne réagit qu'avec un certain retard à une reprise économique. La reprise économique est en train de se réaliser. Selon les dernières prévisions, l'emploi augmentera en 2014 et 2015 ensemble d'environ 1% dans l'euro zone et dans l'Union européenne, même si le chômage restera malheureusement encore trop élevé. Je sais bien sûr qu'il faut être prudent avec des prévisions, mais nous pouvons espérer que, d'ici 14 mois, presque tous les pays de la zone euro connaîtront une évolution positive quant à l'emploi. Il y a une perspective, il y a un espoir. C'est capital après des années difficiles, extrêmement difficiles. Nous savons ce que nous devons accomplir pour poursuivre sur cette voie, nous sommes d'accord sur ce qu'il faut faire. Ce qui importe maintenant, c'est de le mettre en uvre et de le mettre en uvre rapidement.

Tout d'abord il faut continuer à réformer les marchés du travail pour les rendre plus intensifs en termes d'emplois. Le problème du chômage structurel précède largement la crise. En 2008, le niveau de chômage dans l'euro zone était de 9%. 10 ans avant 2008, c'était de plus de 10%.

Donc on reste, pendant toute une période de croissance économique, il y avait un taux de chômage très élevé.

Certains pays ont réussi, par le passé, à faire diminuer de manière substantielle le chômage structurel. D'autres pas du tout. La jeunesse sera la première à bénéficier de politiques globales d'emploi. Le marché du travail est une compétence nationale et donc une responsabilité nationale. Le rôle que peut jouer l'Union européenne est un rôle de facilitateur, via les budgets européens un rôle d'impulsion et les huit milliards prévus dans la MFF en témoignent.

Deuxièmement, les Etats-membres doivent finaliser leur plan pour la « garantie jeunesse » au plus vite. Le président de la Commission et le président de la République viennent de le dire, sinon le financement communautaire ne pourra être mis à profit des régions les plus touchées, dès le 1er janvier 2014. Ce serait vraiment une occasion manquée.

Troisièmement, nous devons donner suite à nos décisions du Conseil européen d'octobre pour veiller à ce que la jeunesse ait des compétences numériques. Sinon, dès 2015, nous pourrions nous trouver confrontés à une pénurie de main-d'œuvre qualifiée dans le secteur du numérique de près de 900 000 personnes, un comble en période de fort chômage.

Quatrièmement, nous devons également encourager l'esprit d'entreprise chez les jeunes. Après tout, monter une entreprise c'est aussi un moyen efficace pour créer de l'emploi. L'Union aussi a mis sur pied des initiatives nouvelles.

Cinquièmement et finalement, nous devons veiller à renforcer la reprise économique à laquelle nous assistons aujourd'hui. En fin de compte, la principale solution contre le chômage, c'est la croissance économique. La politique monétaire, des politiques budgétaires plus flexibles, maintenant, une monnaie stable, y contribuent. Mais la croissance ne suffit pas et des mesures à impact direct sont nécessaires spécialement pour les jeunes.

Pour conclure, je compte donc bien continuer à tout faire pour maintenir la dynamique nécessaire et assurer un suivi régulier au Conseil européen d'ici mars. Lorsque nous nous réunirons à nouveau à Bruxelles et plus tard à Rome, l'initiative européenne pour l'emploi des jeunes et les plans nationaux de mise en œuvre de la « garantie jeunes » devront être mis en place et, espérons-le, déjà livré leurs premiers résultats. Ce sera une bonne occasion pour faire le point où nous en sommes et sur les prochaines actions. C'est plus qu'une occasion, c'est un devoir, il y va de notre crédibilité, l'Europe des résultats convaincra les Européens. Merci ».

QUESTION : « M. le président de la République, Adrien GINDRE pour BFM TV. La conférence que vous avez organisée aujourd'hui intervient dans un contexte très particulier, tendu en Europe, en France en particulier. Vous-même, vous avez été hué, sifflé hier à l'occasion des commémorations du 11 novembre. Deux questions : avez-vous pris cela comme une condamnation de votre politique, de ce que vous êtes en train de faire et pourriez-vous, le cas échéant, revoir votre équipe, votre gouvernement comme certains dans votre propre majorité vous l'ont demandé aujourd'hui même ? »

LE PRESIDENT :

« Quels sont les efforts que j'ai demandés aux Français depuis 18 mois ? C'est d'abord de redresser les comptes publics. Ils avaient été dégradés. C'est ensuite de rétablir la compétitivité parce que sans compétitivité, il ne peut pas y avoir de croissance ni d'emploi. Enfin, c'est d'améliorer la formation, l'éducation. Ce sont des efforts difficiles, je les mesure et je sais ce que cela peut représenter. Ce sont des efforts indispensables. Si je ne les avais pas engagés, où en serait notre pays alors que la reprise aujourd'hui s'annonce ?

Ensuite, quel est l'objectif ? Le seul objectif que je poursuis, c'est l'emploi et notamment pour les jeunes. Depuis maintenant 4 mois, l'inversion de la courbe du chômage est acquise pour les jeunes en France. Il y en a encore trop qui sont dans cette situation. Ce que j'ai à faire avec le gouvernement, c'est d'inverser la courbe du chômage pour l'ensemble de la population active, donc des Français. Voilà pourquoi je continue à assurer le cap et cette direction.

Quant aux outrages et insultes qui ont pu être proférés au cours de cette cérémonie qui devrait rassembler, qui doit rassembler, et qui rassemble tous les Français, eh bien ces insultes, ces outrages déshonorent leurs auteurs. »

QUESTION : « Une question à la Chancelière. Vous vous rencontrez maintenant pour la deuxième

« Je rajouterai simplement un point plus pratique. Au cours des conseils traditionnels, nous n'avons pas vraiment le temps de nous concentrer sur des sujets très précis, très particuliers. Or, là, c'est vraiment très important et c'est un cadre très positif que nous avons créé cette année pour nous rassembler, en parler et donner nos directives aux gouvernements pour qu'ils préparent ce que nous souhaiterions les voir faire. Ensuite nous pourrons nous présenter au prochain Conseil avec d'autres sujets et en ayant insisté sur ce que nous pouvons faire dans d'autres secteurs, avec d'autres instruments pour l'emploi des jeunes. L'idée, c'est de créer ce cadre qui permette non seulement de créer de l'emploi, de créer des postes de travail, mais aussi pour leur permettre de se créer leurs propres postes de travail. Nous avons parlé de start-up. On voit que la jeunesse peut faire beaucoup si on les aide, si on leur met le pied à l'étrier ou à tout le moins si on ne les entrave pas. C'est donc un nouvel élan, une nouvelle possibilité de nous rassembler au plus haut niveau. Donc, oui, c'est opportun et c'est important. C'est un élément important de nos nouvelles relations, de notre nouvelle manière de prendre les décisions et je crois que ce forum peut être utilisé pour d'autres sujets, s'ils

fois au bout de quelques mois seulement à un très haut niveau. Si vous me permettez ce commentaire, les annonces que vous faites ce sont des annonces bien connues avant. Alors la question, est-ce qu'on ne risque pas, surtout parce que vous vous réunissez à haut niveau, qu'à la fin vous ne provoquiez une sorte de déception chez les jeunes ? Et si vous me permettez une deuxième question en tant que journaliste économique, l'Union bancaire, des banques saines, c'est très important pour la création d'emplois. Est-ce que vous pouvez dire à quel moment l'Union bancaire verra le jour ? Quand est-ce que cette Union bancaire sera mise en effet ? »
ANGELA MERKEL, CHANCELIERE DE LA REPUBLIQUE ALLEMANDE

« Si vous me permettez de commencer par la deuxième question je ne suis pas en mesure de répondre très précisément, parce que vous en tant que journaliste économique vous connaissez bien sûr les faits. En 2014, nous aurons la supervision unique bancaire. Avant il y aura les stress tests, c'est-à-dire les examens des banques, les ministres des Finances y travaillent très intensément pour préparer cette directive sur la résolution bancaire avant Noël. Ensuite, il faut résoudre la question de la recapitalisation directe des banques systémiques et, à la fin, on aura donc le bâtiment, l'édifice. Ensuite, le Parlement doit voter les dispositifs. C'est bien sûr un processus législatif intense qui s'en suit, mais en ce qui concerne la directive sur la résolution des banques européennes, c'est un premier pas et à ce moment-là nous aurons une même norme. Lorsqu'on regarde les différents projets législatifs dans l'Union, je dois dire que nous avons suivi quand même un rythme assez considérable pour la création de cette Union bancaire. C'est exemplaire, ce ne sont pas des questions très simples. Ma conviction : la zone euro a fait preuve de sa capacité d'agir et tous ceux qui ne font pas partie y ont aussi contribué.

En ce qui concerne la conférence maintenant, ce n'est pas la seule conférence où on connaît déjà les premiers résultats d'avance. Mais je considère que cette conférence est très importante. Pourquoi ? Parce que nous, en tant que chefs d'Etat et de gouvernement, nous devons nous pencher très concrètement, très précisément sur les structures existantes dans nos pays pour savoir quel est le bon, la bonne méthode de qualifier les jeunes, de qualifier la main d'uvre, comment créer les conditions nécessaires pour créer de l'emploi.

Cela, c'est déjà une valeur en tant que telle parce que c'est un encouragement pour ceux qui font le travail concret, parce que cela constitue une confirmation du travail des entreprises, et parce que c'est un travail très concret pour savoir où sont recherchés les jeunes, où peut-on les recruter, et ce que cela signifie pour l'agenda de l'Union européenne.

C'est donc très intéressant et il faut vraiment s'y intéresser pour voir, dans vingt-huit pays où les structures sont très différentes, comment on essaye de les harmoniser. Lorsqu'on parle de compétitivité, bien sûr, l'efficacité des structures étatiques, cette efficacité est également très importante et je pense que nous pouvons progresser. J'apprends toujours des choses, j'en tire toujours des leçons très satisfaisantes ».

DALIA GRYBAUSKAITE, PRESIDENTE EN EXERCICE DE L'UNION EUROPEENNE

« Je rajouterai simplement un point plus pratique. Au cours des conseils traditionnels, nous n'avons pas vraiment le temps de nous concentrer sur des sujets très précis, très particuliers. Or, là, c'est vraiment très important et c'est un cadre très positif que nous avons créé cette année pour nous rassembler, en parler et donner nos directives aux gouvernements pour qu'ils préparent ce que nous souhaiterions les voir faire. Ensuite nous pourrons nous présenter au prochain Conseil avec d'autres sujets et en ayant insisté sur ce que nous pouvons faire dans d'autres secteurs, avec d'autres instruments pour l'emploi des jeunes.

L'idée, c'est de créer ce cadre qui permette non seulement de créer de l'emploi, de créer des postes de travail, mais aussi pour leur permettre de se créer leurs propres postes de travail. Nous avons parlé de start-up. On voit que la jeunesse peut faire beaucoup si on les aide, si on leur met le pied à l'étrier ou à tout le moins si on ne les entrave pas. C'est donc un nouvel élan, une nouvelle possibilité de nous rassembler au plus haut niveau. Donc, oui, c'est opportun et c'est important. C'est un élément important de nos nouvelles relations, de notre nouvelle manière de prendre les décisions et je crois que ce forum peut être utilisé pour d'autres sujets, s'ils

apparaissent comme étant particulièrement urgents et importants ».

QUESTION : « Nous sommes à la veille des élections européennes et l'Europe pâtit d'une image dégradée dans plusieurs de nos pays. En matière d'emploi notamment c'est le cas en France des citoyens ne comprennent pas pourquoi il y a du dumping social, les salaires ne sont pas les mêmes en Europe, les charges sociales non plus. Est-ce que vous comptez vous saisir de cette question, peut-être pour rassurer, donner des explications, trouver des solutions ?

Et puis j'ai une deuxième question, toujours à la veille des Européennes. Hier, nous avons parlé des commémorations du 11 Novembre où des partisans d'extrême-droite ont hué le Président. Est-ce que vous pensez que le populisme est un danger réel et qu'il risque de peser très lourd au moment des élections, ou est-ce que vous pensez qu'il est encore temps d'expliquer aux électeurs que le populisme n'est peut-être pas la réponse ? Merci ».

LE PRESIDENT :

« Qui veut répondre à cette question ? Pour ce qui concerne le travail »

ANGELA MERKEL, CHANCELIERE DE LA REPUBLIQUE ALLEMANDE

« Tels que nous sommes ici, je pense pouvoir dire que nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir même si nous appartenons à différents partis politiques pour renforcer l'Union européenne et l'Europe. Cent ans après l'éclatement de la Première Guerre mondiale, nous disons justement « oui à l'Europe ». Parce que pour la première fois, les gens peuvent être sûrs qu'il n'y aura plus ces drames, qu'ils ne se répéteront plus et on aura encore beaucoup de travail devant nous, mais l'Europe, c'est la direction qu'il faut poursuivre ».

LE PRESIDENT :

« Peut-être Jose Manuel, pour les questions de travail, peut-être sur la directive détachement ».

JOSE MANUEL BARROSO, PRESIDENT DE LA COMMISSION EUROPEENNE

« Très bien. C'est important, nous avons effectivement aujourd'hui discuté un peu. Ce n'était pas la question directe, mais comme il y avait un impact sur les questions d'emploi, nous avons discuté des problèmes de la directive « détachement des travailleurs ».

En fait, ce qui se passe, c'est que nous avons en Europe la liberté de circulation. C'est quelque chose à laquelle les Européens donnent la plus grande valeur. Un Européen, aujourd'hui, est citoyen de son pays, mais il est aussi citoyen de toute l'Europe. Il peut se déplacer, il peut étudier, il peut vivre, il peut travailler dans un autre pays. C'est un grand progrès civilisationnel, qu'on n'a réussi en aucune part du monde, sauf en Europe : avoir cette capacité de jouir de cette liberté.

Le Traité européen est fondé sur les quatre libertés : la liberté de circulation, bien sûr, des biens, mais aussi des services, du capital et des personnes. Et nous voulons beaucoup maintenir ce principe. Mais c'est vrai qu'il y a parfois des abus ! Des abus, par exemple en termes de détachement de travailleurs. Aujourd'hui, on a parlé de cela, de la directive « détachement des travailleurs » qui a été élaborée il y a quelques années précisément pour éviter ces abus. Elle prévoit qu'un travailleur, quand il est dans un pays qui n'est pas le sien, doit avoir le salaire, le congé, la période de repos et la sécurité du travail dans le pays où il travaille. Et que l'essentiel, en ce qui concerne les pensions et les assurances, est dans le pays d'origine.

Qu'est-ce qui se passe parfois ? Des entreprises sans scrupule exploitent ces travailleurs. Ils mettent les travailleurs à travailler dans un pays, par exemple, ici, en France, avec des conditions qui ne sont pas celles dont les travailleurs français peuvent bénéficier. Cela, c'est un abus, c'est illégal. Nous pensons donc que cela doit être poursuivi avec détermination. La Commission a même présenté, en 2012, une autre directive pour renforcer l'application de cette directive, « Enforcement Directive », pour garantir que ces abus n'existent plus.

Aujourd'hui, j'ai dit encore une fois que ce serait important et c'est dans le cadre des priorités qui ont déjà été acceptées au niveau des chefs d'État et de Gouvernement de conclure cette directive. On doit faire un effort pour éviter précisément certaines situations qui sont d'ailleurs une exception mais qui peuvent être exploitées par ce que vous avez appelé, à juste titre, les populistes puissent nuire à l'image de l'Europe.

L'Europe, elle protège. L'Europe, elle a des règles. Nous sommes dans une Europe des règles. Il

n'y a aucune autre place au monde. Ce n'est sûrement pas en Asie, sûrement pas en Amérique, sûrement pas en Afrique. Vous avez tellement de règles pour garantir l'économie sociale de marché, pour garantir un modèle social comme celui que nous avons. L'Europe protège mais, bien sûr, il y a des abus. Alors, là, combattons les abus. Et c'est pourquoi j'ai fait un appel aujourd'hui au Conseil mais aussi au Parlement européen pour qu'on trouve une décision sur cette directive car je sais bien que dans certains pays par exemple, ici en France mais pas simplement en France, dans certains pays, cela devient une question majeure.

Concluons la réponse à votre question plus générale, en disant tout mon appui à ce que vient de dire la Chancelière MERKEL et la féliciter parce que, dans la campagne en Allemagne, elle a dit exactement cela : elle allie l'avenir de l'Allemagne à l'avenir de l'Europe.

Je crois que si l'Europe va mal, nous avons besoin que les leaders au niveau national assument l'Europe comme leur projet. L'Europe, ce n'est pas eux à Bruxelles ou à Strasbourg. L'Europe, c'est nous tous, dans toutes nos capitales. Si les forces politiques modérées centre gauche, centre droit veulent gagner la bataille pour l'Europe, elles ne doivent pas laisser l'initiative aux forces extrémistes, elles doivent avoir le courage d'expliquer ce qu'on peut faire ensemble, comme on a fait aujourd'hui précisément dans ce sommet pour l'emploi : montrer que l'Europe est une partie de la solution.

Ce n'est pas l'Europe le problème. Les problèmes que nous avons n'ont pas été créés par l'Europe. C'est par d'autres causes qu'ils ont été créés. Donc, travaillons ensemble mais en montrant, comme l'a dit le président du Conseil européen, ce qui est surtout une responsabilité nationale : la question du marché du travail, c'est une responsabilité nationale.

Comme l'a dit aussi le président du Conseil européen, certains pays ont répondu très bien à cela ! Certains pays ont fait des réformes ! Ils n'ont pas un problème de chômage des jeunes, certains de nos pays et d'autres ont des problèmes immenses ! Alors ce n'est pas l'Europe qui a créé les problèmes, ce sont différentes politiques qui ont créé les problèmes. Alors, travaillons ensemble pour que l'Europe puisse appuyer les efforts nationaux.

Mais ne mettons pas, s'il vous plaît, sur le dos de l'Europe tout ce qui n'est nécessairement pas la faute de l'Europe. Cela, je crois que c'est très important, précisément pour les raisons que vous avez mentionnées, pour éviter la percée des populismes ou des extrémismes qui veulent menacer ce qui est un grand projet de paix.

L'année prochaine, nous allons évoquer le début de la Première Guerre mondiale. L'Europe a reçu, l'année passée, le Prix Nobel de la paix. Nous devons être fiers d'être Européens et ne pas être tout le temps à mettre l'Europe comme le bouc émissaire parfois d'autres difficultés qui existent à d'autres niveaux ».

LE PRESIDENT :

« L'Europe s'est construite, s'est bâtie, s'est faite contre l'extrémisme. Je ne laisserai pas faire, nous ne laisserons pas faire l'extrémisme défaire l'Europe. Mais nous ne pourrons pas en rester à ces proclamations. L'Europe doit être une protection, une prospérité. Elle doit être un espoir. Elle doit donner des forces supplémentaires aux Etats Nations. Si je voulais illustrer mon propos, l'emploi des jeunes est une responsabilité de chacun des pays. Ce n'est pas l'Europe qui est chargée des politiques d'emploi. Si l'Europe peut, à travers son budget, à travers ses instruments, à travers ses structures, notamment pour financer les dispositifs pour les jeunes, alors, elle est pleinement dans sa mission.

Deuxième illustration, la directive dite détachement, le principe est bon. Permettre la libre circulation des travailleurs, ça vaut dans tous les sens. En même temps, on ne peut pas accepter les abus, les utilisations parfois contestables, déplorables que certains employeurs peuvent faire de ces facilités. Dès lors, et l'Europe, et les Etats Nations lutteront contre ces abus et contre ces méthodes-là qui finalement nuisent à l'idée européenne. Parce qu'on ne peut pas accepter que ce soit l'Europe qui soit regardée comme responsable de tout. Parce que l'Europe, elle dépend d'abord de la volonté des citoyens et notamment par leur vote, pour chacun des gouvernements qui la composent et pour le Parlement européen. »

QUESTION : « Une question très concrète. Sur le document que j'ai lu aujourd'hui, il n'y a pas de référence aux quatre mois à propos de la garantie jeunesse. Je voudrais savoir si, en effet, vous

réaliser dans quatre mois à propos de la garantie jeunesse. Les collègues savent-ils, en effet, vous confirmez l'engagement à réaliser la garantie jeunesse sur une période de quatre mois ? C'est-à-dire à offrir aux jeunes un travail ou une formation dans une période au maximum de quatre mois après la fin des études, après le commencement, le début de la période de chômage. Merci. »

LE PRESIDENT :

« C'est l'objectif que nous avons posé. A partir du 1er janvier, tout sera fait par chacun des pays qui ont présenté un programme et par les crédits européens pour arriver à cet objectif : permettre que chaque jeune puisse disposer ou d'un emploi, ou d'une formation, ou d'un apprentissage, ou d'un accompagnement. En France, nous avons déjà commencé à le faire, avant même qu'il y ait les crédits européens à partir du 1er janvier. Merci. »